

# afrique asie

MAROC  
la grogne du roi

Amérique  
latine

عرب  
عربية

## SYRIE-LIBAN:

l'enjeu du  
sommet arabe



## ZIMBABABWE:

l'échéance de Genève

**HEBRON:** non à la guerre  
des religions!



**SIAD BARRE:**  
la voie somalienne  
au socialisme

21 OCTOBRE 1969 - 21 OCTOBRE 1976

# SOMALIE

L'AN VII DE LA RÉVOLUTION  
OUVRE L'ÈRE DE L'ORGANISATION

(DOSSIER PRESENTE PAR PIETRO PETRUCCI)

**J**uin 1973 : en présentant sa première enquête sur la Somalie révolutionnaire, « Afrique-Asie » écrivait : « ... **Un pays dont on parle généralement peu et qu'on connaît plutôt mal** ». Trois ans plus tard, il serait maladroît de le répéter car notre journal avait vu juste en faisant connaître une expérience socialiste qui n'a pas cessé et ne cesse pas d'enrichir le patrimoine de la révolution africaine.

Nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs, à l'occasion du 7<sup>e</sup> anniversaire de la prise du pouvoir par les forces progressistes, une enquête qui constitue un bilan de ce septennat.

1976 a marqué pour ce pays de la corne d'Afrique deux tournants décisifs : la naissance du Parti socialiste révolutionnaire somalien — organisation d'avant-garde des travailleurs née de leurs luttes — et la sédentarisation de 120 000 nomades, exploit qu'aucun pays au sud du Sahara n'a jamais réussi.

En proposant à nos lecteurs ce nouveau dossier sur la Somalie, il nous souvient comment nous avons retracé ici l'histoire enthousiasmante de la révolution somalienne. C'est une épopée, que nous avons été les seuls à suivre et dont nous rappelons les étapes.

Le 25 juin 1973, sous le titre « Somalie : la nouvelle indépendance », nous évoquions la tradition nationaliste de ce peuple, la mobilisation populaire à partir de 1969, les projets d'auto-assistance, la révélation de la langue nationale et nous commençons un dialogue avec le président Mohamed Siad Barre, que nous avons pour suivi au cours des succès et des épreuves.

En octobre de la même année, nous avons réalisé une enquête sur l'économie nationale somalienne, ou plutôt sur la réalité d' « un pays

riche mais dont le peuple est pauvre ». En mai 1974, alors que Mogadiscio s'appêtait à recevoir le 12<sup>e</sup> sommet de l'O.U.A., nous avons étudié pour nos lecteurs le double rôle africain de la Somalie : un pays qui appuie sans conditions les luttes de libération nationale et pour l'émancipation du continent et qui, en même temps, est un pont actif entre l'Afrique au sud du Sahara et le monde arabe.

En octobre 1974, nous fûmes les seuls à parcourir des milliers de kilomètres d'un bout à l'autre de la Somalie pour suivre la « campagne de développement des milieux ruraux », l'effort de 25 000 Somaliens (étudiants, soldats, fonctionnaires) pour « faire entrer dans l'Etat » leurs concitoyens nomades, les deux tiers de la population.

Quelques mois plus tard, la sécheresse qui avait ravagé le Sahel s'abattait sur la Somalie, tuant les hommes et les troupeaux et menaçant de tuer la révolution. Le 7 avril 1975, nous étions encore présents pour décrire « Une histoire de faim et de mort » et « Les camps de la dignité » à partir desquels l'Etat somalien dut rassembler jusqu'à un million de morts-vivants tandis que s'esquissait le programme grandiose de sédentarisation des nomades.

En septembre 1975, nous présentions « Une société nomade à la découverte d'une vie nouvelle », puis, en novembre, une étude sur « L'année et la politique », notamment à travers des entretiens avec le président Siad Barre et ses principaux collaborateurs. Telle fut, avec le dossier que nous présentons ci-après, l'histoire de la Somalie d'aujourd'hui. Une histoire qui n'en finit pas.

AFRIQUE-ASIE



# LA VOIE SOMALIENNE AU SOCIALISME

## c'est celle de la liberté et de la conviction

● Notre option socialiste fut tout d'abord un défi ● Si nous nous étions tenus aux schémas connus, nous aurions dû abandonner ● Nous avons dépassé le temps du provisoire ● Nous avons donné la chance de travailler aux hommes de l'ancien régime ● Qu'importe que notre chemise soit blanche ou kaki ● J'ai offert ma démission une vingtaine de fois ● Nos communautés d'avant-garde ● L'Afrique doit avoir des dirigeants au service du peuple.



AFRIQUE-ASIE : Après des années de mobilisation et de débats le parti est maintenant devenu une réalité. Depuis juillet dernier, votre pays est, en effet, dirigé par le Parti socialiste révolutionnaire somalien.

Qui a suivi la gestation de ce parti sait bien que sa naissance marque un tournant dans l'histoire de l'expérience somalienne, et que — loin d'être une simple formalité — le transfert de tous les pouvoirs aux instances du P.S.R.S. met fin à l'époque de la spontanéité pour ouvrir celle de l'organisation et de la planification. La phase de la mobilisation nationale laisse la place à l'édification socialiste. En votre qualité de secrétaire général du parti, comment voyez-vous l'avenir de votre pays ?

SIAD BARRE : Je voudrais d'abord tracer un bilan de ces sept ans et du chemin que nous avons parcouru. Maintenant, je peux le dire, jusqu'à la création du parti notre option socialiste n'était qu'un défi. Très hardi mais très difficile à soutenir.

Comme vous le savez, le renversement du régime parlementaire, le 21 octobre 1969, ne fut pas le fruit du hasard. La poignée de progressistes que nous étions à l'époque avait des idées et des programmes bien arrêtés. Mais personne ne savait quel chemin suivre ni, surtout, si le pari pouvait être gagné.

Certes, nous voulions instaurer le socialisme en Somalie. Mais notre pays était privé de toutes les conditions prévues par les théoriciens de la transformation socialiste : il n'y avait ni capitaux ni capitalistes dignes de ce nom ; ni classe ouvrière ni masses paysannes conscientes et organisées. Et pourtant, nous savions que le peuple somalien payait très cher le fait d'appartenir au monde capitaliste, ou plutôt à sa périphérie.

Bref, nous sommes partis de zéro. Pendant des années, nous nous sommes consacrés à mobiliser les gens, à améliorer la condition humaine, à élever la conscience politique. Sans cela nous n'aurions même pas pu parler de socialisme, de révolution ou de parti. Une



fois le mouvement mis en route, la toute petite avant-garde socialiste qui existait a dû agir en tant que parti, mais sans le proclamer. Pour de multiples raisons la direction politique avait préféré installer des institutions assez élastiques, mettant l'accent sur l'organisation des masses plutôt que sur l'officialisation ou la sacralisation des organismes dirigeants.

Car nous savions très bien que le mouvement populaire lui-même allait former de nouveaux cadres, sécréter de nouveaux dirigeants. Ce que nous appelions en 1970 « Comité de coordination des programmes d'auto-assistance », en 1972 « Bureau des relations publiques » et, depuis 1973, « Bureau politique national », c'était, en réalité, le parti à l'état embryonnaire. C'est grâce à son statut indéterminé que cet organisme est resté à l'abri de l'opportunisme, du carriérisme, des ambitions individuelles ou de groupe. Les cadres qui en sont issus possèdent toutes les qualités du cadre révolutionnaire.

Cette même méthode de « provisoire », nous l'avons utilisée pour les organisations de masse — femmes, travailleurs, jeunesse — qui sont aujourd'hui une réalité mais qui n'ont pas encore de statut précis.

En définitive, la poignée de progressistes de 1969 est aujourd'hui entourée par une génération tout entière de révolutionnaires. Ce qui nous a permis de créer un parti d'avant-garde auquel a été confiée — dans un cadre institutionnel désormais clair — la direction du pays.

Quant à l'avenir, les profondes transformations sociales et économiques de ces sept ans — dues en tout premier lieu à un état de mobilisation populaire permanent — nous permettent d'envisager et de mettre en chantier l'édification socialiste.

**AFRIQUE-ASIE : Depuis le choix du socialisme scientifique, en 1970, on se demandait quel était votre modèle. Mais, chaque fois qu'on tentait une classification de votre expérience, il survenait quelque chose de nouveau ou de diffé-**

**rent qui faisait échapper la Somalie à toute orthodoxie. On a, par exemple, remarqué, à côté de votre souci de forger de nouveaux cadres révolutionnaires, la facilité avec laquelle l'Etat somalien utilisa les anciens cadres, et jusqu'à certains représentants du défunt régime. Dernièrement, après la libération des derniers prisonniers politiques, beaucoup ont pu accéder à des postes de responsabilité...**

**SIAD BARRE :** Vous souvenez-vous de mon arbre ? Quand je vous parlais de la manière somalienne de voir le socialisme ?

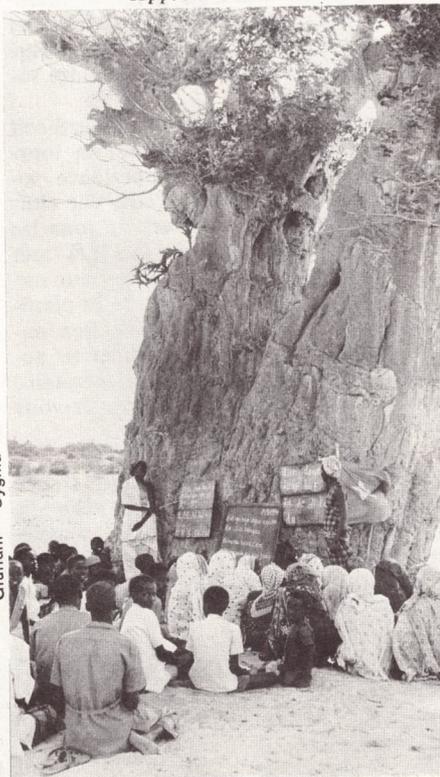
Je n'ai rien inventé. Lénine disait que la recette d'une révolution n'est pas exportable. Pour nous, le socialisme est un arbre dont les racines et le tronc constituent les principes universels et valables pour le monde entier, mais dont les branches, les feuilles, les fleurs et les fruits sont les résultats différents obtenus en utilisant la même sève.

Nous les Somaliens, si nous avons dû nous en tenir aux schémas des révolutions connues nous aurions dû renoncer tout bonnement au socialisme.

Mais nous étions sûrs qu'il existait une voie somalienne au socialisme. Il s'agissait de la trouver en étudiant en profondeur la réalité de notre pays et en y adaptant les principes socialistes. Avec beaucoup d'humilité, de patience et — surtout — avec la conscience d'avoir commencé un processus très long. Telle ment long qu'il faut parfois le travail d'une génération pour en jeter seulement les bases.

**AFRIQUE-ASIE : Seulement les bases ?**

LES ÉTUDIANTS VOLONTAIRES A LA CAMPAGNE.  
*Apprendre à lire.*



Giuliani - Sygma

**SIAD BARRE :** C'est vrai. Nous avons fait beaucoup de choses à notre propre manière. Eh bien, au moment où aucun doute n'est plus possible sur la nature socialiste et révolutionnaire de notre expérience, nous sommes très fiers d'avoir demandé à notre peuple un prix insignifiant en termes de sang, de violence, de coercition.

Souvent, trop souvent, les révolutions — vraies ou fausses — s'accompagnent de grandes tragédies humaines. Trop souvent, au nom d'idéaux révolutionnaires, on a confisqué toute liberté, on a imposé des sacrifices très lourds, on a ouvert dans la chair des peuples des blessures et des déchirements profonds. Quel que soit le jugement qu'on peut porter sur les résultats que nous avons obtenus, on ne peut nier que nous ayons tenu parole, quant à la nature de notre révolution : elle aura été menée sans effusion de sang. Nous avons même voulu aller plus loin, en respectant non seulement la vie mais aussi la personnalité des êtres humains.

On nous critique parce que nous donnons à des hommes de l'ancien régime la chance de se réhabiliter, de travailler avec nous au lieu de rester oisifs ou, pire, de travailler contre nous. Nous prenons des risques, c'est sûr, mais qu'on ne dise pas que nous commettons une erreur.

Ces hommes, je les connais, un à un, depuis toujours. Ils n'ont jamais été ni les architectes ni les protagonistes de leur époque : faute d'une idéologie, d'un programme personnel, ils se sont faits les agents d'intérêts étrangers et — après avoir acquis de ce fait un certain nombre de privilèges — les défenseurs de leur pouvoir. Rendus inoffensifs par la révolution, pourquoi ne pas leur donner la chance de comprendre leurs erreurs, de payer la dette envers le pays en lui rendant service ? La presque totalité des anciens dirigeants somaliens sont aujourd'hui intégrés dans l'administration — pas dans le parti — et nous en sommes fiers car cela montre notre force, notre capacité d'affirmer nos idées.

**AFRIQUE-ASIE : C'est justement au sujet de cette tolérance, de cette ouverture que, parfois, on vous critique. En fonction des tâches énormes qu'elle a devant elle, affirme-t-on, la révolution somalienne ne fait pas assez preuve de fermeté. Elle renonce à utiliser la manière forte face à un certain relâchement de l'administration, face à la lenteur avec laquelle certaines couches de la population renoncent soit aux privilèges soit aux traditions. N'aurait-on pu aller plus vite ?**

**SIAD BARRE :** A mon avis, il n'existe pas de peuples qui soient « mauvais ». Aucun pays ne peut avoir des « défauts »



Giuliani - Sygma



LE PRÉSIDENT SIAD BARRE :  
avec Sékou Touré (en haut, à gauche),  
Khédafi (en haut, au centre), Luiz Cabral  
et Houari Boumediene (à droite),  
Samora Machel et Nyerere (en bas,  
à gauche) et Yasser Arafat.



Giuliani - Sygma



D. R.

en tant que tel, en tant que peuple. La faute en est toujours aux dirigeants. C'est à cause de l'incapacité des anciens gouvernants que nous avons hérité d'une Somalie où une partie de la population — celle qui habite les villes — était affectée par l'indifférence, l'anarchisme, la corruption, l'individualisme, la criminalité ; et une autre partie — la population rurale — complètement coupée de l'Etat, méfiante autant à l'égard de toute autorité qu'accrochée à sa liberté traditionnelle.

Ce n'est pas par décret ou par la force que l'on modifie une telle réalité. Rendre un peuple discipliné n'est pas un problème administratif. Il faut savoir gagner la confiance des gens, les rendre responsables vis-à-vis d'eux-mêmes et de la collectivité. On ne peut « imposer le bien » à personne. Toute révolution doit savoir démontrer le bien-fondé de ses idées et de ses projets, pour que les gens s'y intègrent. Parfois, il faut savoir renoncer à donner des ordres et avoir l'intelligence de recourir à la raison et la discussion. On perd du temps, certes, mais on est sûr des résultats.

Notre peuple, aujourd'hui, est infiniment plus sain qu'avant.

Avant la révolution les gens recouraient régulièrement à la violence et à la prévarication. Il y avait la criminalité en ville, de véritables batailles rangées entre les clans nomadisants. Tout cela n'existe plus et ce n'est certainement pas le fait de la répression. C'est toute une

atmosphère qui a changé ; c'est la confiance qui se répand.

De toute manière, même à ce niveau, la naissance du parti va normaliser beaucoup de choses. Avec le parti et ses instances nous avons les instruments pour donner une réponse politique à tout problème et notamment à celui de la discipline. L'autorité du parti face à l'Etat, son statut, son programme et sa ligne sont autant de rails sur lesquels nous voulons faire avancer notre société tout entière.

**AFRIQUE-ASIE : Maintenant que le parti a été créé, que reste-t-il de cette « nature militaire » de votre expérience ? Ce fut une objection opposée par beaucoup d'observateurs qui prétendaient sympathiser avec votre processus révolutionnaire mais disaient se méfier de son « péché originel » : avoir été déclenché par des militaires.**

SIAD BARRE : Je me souviens que pour votre journal, j'ai pris, un jour, la plume pour écrire un article sur les militaires et la politique. Pour essayer de faire comprendre que les idées unissent les hommes beaucoup plus que les uniformes.

Nous n'avons certainement pas créé le parti pour apaiser la conscience de nos critiques. Nous continuons notre marche vers le socialisme sans souci de savoir si notre chemise est blanche ou kaki. Je crois que la preuve définitive,

*a posteriori*, de la bonne foi révolutionnaire des militaires somaliens réside dans la décision — à ma connaissance sans précédent — du Conseil révolutionnaire suprême de s'autodissoudre. Mais j'aimerais revenir en arrière, jusqu'au premier jour de la révolution, quand nous avons proclamé ne pas avoir pris le pouvoir pour nous-mêmes mais pour le remettre aux vrais représentants du peuple.

Combien de gens pensèrent alors que nous faisons de la démagogie ? Savez-vous que j'ai offert ma démission au moins une vingtaine de fois ?

Et au cours de ces années ? Notre armée fut une armée de producteurs, profondément intégrée à la transformation socio-économique du pays. Il n'est pas une seule page de la révolution, une seule conquête populaire à laquelle nos « travailleurs en uniforme » n'aient contribué.

L'armée a même fourni des dirigeants politiques, des cadres formés dans les instituts idéologiques des pays socialistes, qui ont quitté l'armée et sont aujourd'hui répartis dans le pays.

Je vais conclure là-dessus en vous révélant un détail inédit de notre histoire : quinze jours après le renversement de l'ancien régime, au début de novembre 1969, je réunis quelque deux mille officiers en leur expliquant qu'il fallait donner à la Somalie une direction politique, un nouveau programme. Je leur expliquai que le choix était simple : ou le

capitalisme (c'est-à-dire l'ancien régime) ou le socialisme. Bien peu nombreux étaient ceux qui savaient exactement ce qu'était le socialisme. Une longue explication fut nécessaire. La conclusion fut qu'il s'agissait d'une tâche énorme. « *Etes-vous disposés, demandai-je, à vous engager sur ce chemin ou pas ?* » L'assemblée approuva. Des hommes qui, à l'époque, connaissaient à peine le mot socialisme sont aujourd'hui des dirigeants de « première ligne ».

**AFRIQUE-ASIE : Vous parliez de l'originalité de la voie somalienne au socialisme. Depuis longtemps, vous avez commencé à réorganiser le monde rural, paysan et nomade sur de nouvelles bases. Il existe des fermes d'Etat entièrement collectivisées aussi bien qu'un réseau très développé de coopératives dont la structure varie selon la réalité de chaque région ou situation.**

La tragédie de la sécheresse, qui avait été précédée par la campagne de développement de la société rurale et qui vous a permis de réaliser la sédentarisation de 120 000 nomades, a donné vie à une nouvelle réalité socialiste, à six « communes » dont la vie est totalement collective.

Est-ce là un modèle de la société que vous voulez construire, ou simplement une situation provisoire ? Bref, votre mouvement est-il coopératif ou s'engage-t-il dans la collectivisation ?

SIAD BARRE : Ce n'est pas seulement à cause de leur degré de collectivisation que ces nouvelles communautés représentent, ce qu'il y a de plus avancé dans

notre pays. Certes, leur aspect principal est d'avoir pu soustraire une partie importante de la population à toute forme d'exploitation, à tous les hasards du mode de vie et de la production traditionnels.

Ces communautés sont à l'avant-garde parce qu'elles vont devenir — dans un délai assez réduit — complètement auto-suffisantes. Bien que leur activité principale soit spécialisée — agriculture ou pêche — elles ont des activités complémentaires comme l'élevage et la transformation de leurs produits. Cela est notoire pour les communautés de la côte qui vont bientôt disposer de conserveries de poisson. La naissance et le fonctionnement de ces centres ouvrent des perspectives nouvelles pour ce grand problème de la sédentarisation des nomades. D'un côté, nos gens peuvent constater les avantages de la sédentarisation, d'autre part l'Etat et le parti savent finalement à partir de quoi commencer. L'avenir de la sédentarisation dépendra sans doute des moyens dont nous disposerons, mais, pour la première fois, nous avons un modèle valable auquel faire référence.

**AFRIQUE-ASIE : Revenons au parti et donc à la normalisation de vos institutions qui va vous permettre d'intervenir avec plus d'autorité sur la scène africaine. La Somalie joue déjà un rôle en Afrique. Comptez-vous accroître ce rôle ?**

SIAD BARRE : Comme auparavant, nous nous efforcerons de faire connaître et circuler nos idées. Il faut que l'Afrique dispose de dirigeants décidés à se mettre

au service du peuple qui souffre, décidés à jeter les bases de la prospérité.

Des hommes et des régimes qui croient en ces principes pourront plus facilement résoudre tous les problèmes qui divisent encore tant de pays africains. Des dirigeants au service de leur peuple seront capables de refouler l'orgueil, l'égoïsme, le chauvinisme, et d'agir avec patience et raison. Cela vaut aussi pour les grandes batailles du continent africain. Pour lutter contre le colonialisme, le racisme et les spoliations des multinationales, l'Afrique a besoin d'hommes cohérents qui mènent la même lutte à l'intérieur de chaque pays. Sinon, nous n'arriverons jamais à libérer l'Afrique et à apporter notre contribution à la paix mondiale.

**AFRIQUE-ASIE : L'indépendance des anciennes colonies portugaises a donné un nouvel élan aux forces progressistes d'Afrique. Etes-vous partisan d'un rassemblement des régimes progressistes ; de la constitution d'un front plus ou moins structuré ?**

SIAD BARRE : Je pense qu'il faut élargir le front progressiste et non pas l'enfermer dans un ghetto. C'est pourquoi je suis contre toute institutionnalisation de ce genre. Prenez le cas de la crise angolaise et du sommet extraordinaire d'Addis-Abeba. Nous y sommes arrivés sous la pression de la diplomatie impérialiste, sans que les forces progressistes aient eu le temps de se consulter comme il l'aurait fallu. Nous nous sommes réunis et chacun a exposé ses idées. Eh bien, combien de pays qui ne sont pas considérés comme révolutionnaires, qui ne tiennent même pas à se présenter comme tels, se sont-ils ralliés à nos positions, convaincus uniquement par le bien-fondé de nos thèses !

Il y a beaucoup de dirigeants qui ne sont pas des réactionnaires : seulement, ils sont mal renseignés ou mal conseillés. Il ne faut pas les mettre face à un mur. Bien au contraire.

Quant aux progressistes, il est tout à fait naturel qu'ils se consultent, mais je ne vois pas la nécessité de donner à cette solidarité une forme organisée.

Lisez,

Abonnez-vous...

**L'ECONOMISTE  
DU TIERS MONDE**

Le numéro 14 est paru

D. R.

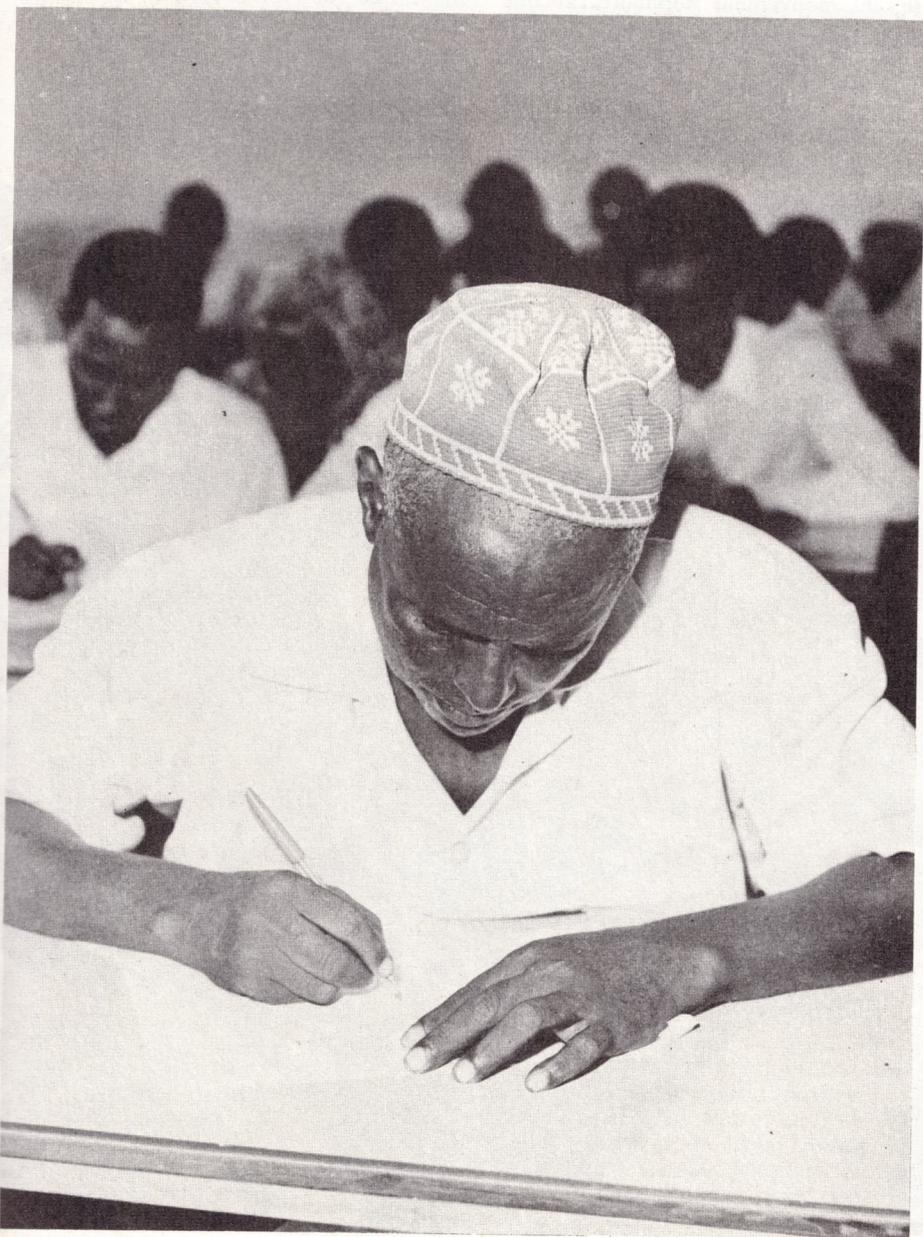


MANIFESTATION POPULAIRE A MOGADISCIO.  
*Ecouter le peuple.*

# LA NAISSANCE DU PARTI



Somalie



UN TRAVAILLEUR SOMALIEN.  
Donner une conscience de classe.

---

*Les Somaliens avaient connu 80 partis en neuf ans. Il a fallu les convaincre d'admettre un parti de type nouveau.*

---

● Il n'y a pas si longtemps encore, personne en Somalie n'aurait cru possible que la disparition du Conseil révolutionnaire suprême (C.R.S.) se serait un jour passée si simplement.

Bien que provisoires par définition, les pouvoirs de cet organisme (comprenant les officiers qui dirigèrent la révolte du 21 octobre 1969) ont été, pendant six ans et huit mois, extraordinaires. C'est-à-dire que la Constitution était en fait suspendue sans aucune limitation.

Pourquoi donc, répétaient les Somaliens, chaque fois qu'on abordait ce sujet, ces 19 officiers devraient-ils quitter le pouvoir ? D'abord, personne ne peut les obliger à le faire, et, deuxièmement, ils ont bien travaillé, ils ont mis en marche un processus révolutionnaire qui a changé le visage du pays.

Et pourtant, le moment est arrivé. Le 26 juin dernier, Mohamed Siad Barre lisait à la tribune du Congrès de la fondation du Parti socialiste révolutionnaire somalien (P.S.R.S.) l'acte de dissolution du C.R.S.

Vu de l'extérieur, ce procédé pourrait ne pas convaincre. En effet, que de régimes militaires, en Afrique et hors d'Afrique, se sont dissimulés derrière des partis politiques créés par un décret ! En Somalie, aussi, s'agit-il d'un faux changement ?

Pour répondre à cette question il faut revenir en arrière et refaire tout le chemin que l'expérience révolutionnaire somalienne a parcouru depuis 1969 avant d'aboutir à la création d'un parti d'avant-garde.

Et tout d'abord, pourquoi une gestation si longue ? Nous savons maintenant, par le président Siad Barre lui-même,

que déjà avant la prise du pouvoir par les militaires progressistes, il existait un noyau d'hommes, militaires et civils, désireux d'engager la Somalie sur la voie socialiste. Mais ils se trouvaient dans une impasse : d'un côté, la structure très arriérée de la société somalienne (sans classe ouvrière ni paysannat organisés) ne permettait pas d'envisager une approche classique ; d'autre part, il y avait une nécessité absolue de mettre fin au pouvoir de la classe compradore qui était sur le point de brader le pays tout entier.

Comment combler le vide ainsi créé ? Ceux qui portaient l'uniforme au sein de cette petite avant-garde socialiste savaient que l'armée avait non seulement les moyens de bousculer la vieille démocratie parlementaire, mais surtout assez d'« esprit populaire » pour soutenir et réaliser de profonds changements sociaux et économiques. D'où la décision de la révolte du 21 octobre 1969.

Une fois le pouvoir compradore tombé,

l'équation face à laquelle se trouvait l'avant-garde n'était pas devenue beaucoup plus simple.

1) Un processus révolutionnaire doit être dirigé par une direction politique homogène et légitime. En 1969, ces deux qualités restaient à démontrer face à une opinion publique abusée et fatiguée par la démagogie et la corruption. On recommençait de zéro.

Il fallut un an rien que pour convaincre l'ensemble du nouveau groupe dirigeant du bien-fondé de l'option socialiste.

Il faudra plusieurs années de mobilisation et de politisation des masses pour que celles-ci expriment enfin sans équivoque leur appui au nouveau régime. Sans cette investiture provenant de la base, du mouvement populaire, aucune institutionnalisation du pouvoir n'aurait eu de sens. Mais l'idée même de proposer un parti à un pays qui en avait connu 80 entre 1960 et 1969 risquait encore de détourner tout le processus en cours.

2) Un processus d'édification socialiste

exige l'existence de ce qu'on appelle les bases matérielles. Là aussi on partait de zéro, car il fallait dégager et organiser les forces sociales directement intéressées par une transformation socialiste. Ce n'étaient pas les exploités qui manquaient en Somalie. Seulement il fallait leur donner une conscience de classe.

Une fois le processus de mobilisation déclenché (en mettant, d'une manière souvent spectaculaire, l'Etat et ses structures au service des masses), l'avant-garde d'octobre 1969 a agi « comme s'il y avait un parti », en cooptant au sein de l'équipe dirigeante — au centre comme à la périphérie — le plus grand nombre possible de cadres forgés par le travail à la base. L'organisme, très souple, qui a été le laboratoire du phénomène que fut l'élargissement de l'avant-garde a souvent changé de nom. D'abord ce fut le Comité de coordination des projets d'auto-assistance, puis le Bureau pour les relations publiques. En 1973, on l'appela Bureau politique national. Ce n'était cependant que l'embryon du parti



LE PRÉSIDENT SIAD BARRE EN TOURNÉE A L'INTÉRIEUR DU PAYS.  
La nécessité d'une mobilisation et d'une politisation permanentes des masses.

à ses différents stades d'évolution.

L'ancien régime avait créé trop de « politiciens » — c'est-à-dire des professionnels de la politique — et trop peu de représentants des travailleurs. C'est pourquoi Siad Barre a dû attendre le 21 octobre 1973, quatrième anniversaire du pouvoir progressiste, pour annoncer que « le Bureau politique national organisera bientôt un congrès représentatif des travailleurs pour décider de la forme, de la structure et du contenu d'un vrai parti socialiste ».

Le leader somalien ajoutait deux précisions importantes : « Nous ne croyons pas qu'un parti puisse être créé par le haut, par le seul fait de mesures législatives. Cet organisme politique, essentiel pour notre futur développement, doit surgir de la base, c'est-à-dire des masses ».

« Après quatre ans de travail de mobilisation, sous les auspices du Bureau politique national, des éléments de plus en plus nombreux, issus de toutes les couches de la population, deviennent des

cadres révolutionnaires au service du peuple et du pays. La portée de ses objectifs étant ainsi accrue, cet organisme peut désormais passer de la phase de mobilisation à celle de l'édification socialiste. »

On jouait désormais cartes sur table. Dès que la création du parti apparut comme une véritable prise de pouvoir de la part des classes exploitées, les forces conservatrices se mobilisèrent pour empêcher que l'on atteigne le point de non-retour ou, comme deuxième hypothèse, pour s'infiltrer dans les structures du parti et en modifier la nature.

L'avant-garde dut procéder à un recul tactique. L'attente de la création du parti se prolongeant, la réaction fut obligée de se démasquer et d'attaquer. Mais la base était solide. L'épopée de la sécheresse montra qu'il existait désormais des liens directs, une véritable entente, entre l'avant-garde socialiste et les masses populaires qui se sentaient finalement concernées. Le parti pouvait naître.

La fiche d'identité de ce parti nous est présentée par Ibrahim Meygag, jeune économiste autrefois ministre du Plan, aujourd'hui responsable du bureau du secrétariat du comité central du P.S.R.S. Meygag, qui est en train d'achever la première traduction en langue somalie du « Manifeste » de Marx, nous précise :

« Il a fallu des mois pour que les régions et les organisations de masse choisissent les 3 000 membres fondateurs qui ont créé le parti à Mogadiscio entre le 26 juin et le 1<sup>er</sup> juillet. Un contrôle constant a été exercé pour tenir à l'écart les anciens politiciens, les commerçants, les compradores. On peut affirmer que les 3 000 sont tous des hommes qui ont animé et dirigé 7 ans de lutte contre la faim, l'ignorance et les maladies. »

Les dates d'ouverture et de clôture du congrès n'ont pas été choisies au hasard. Le 26 juin et le 1<sup>er</sup> juillet 1960 l'ancienne Somalie italienne et la Somaliland, protectorat britannique, obtenaient l'indépendance et décidaient de l'exercer sous un seul drapeau.

L'acte d'autodissolution du C.R.S., lu par Mohamed Siad Barre, a ouvert les travaux. Ensuite, les membres de l'ancien Conseil révolutionnaire et ceux du Conseil des ministres ont brossé devant les 3 000 délégués un bilan de 7 ans de travail. C'est ainsi que le parti a pris en charge le pays et lui a donné de nouvelles institutions sur la base du programme et du statut du P.S.R.S. dont les propositions ont été discutées, amendées et approuvées par l'assemblée.

Mohamed Siad Barre est resté à la tête du parti et de l'Etat. Il est aussi membre du Bureau politique du parti (pour l'instant de cinq membres). Tous les pouvoirs sont aux mains du Comité central (74 membres) qui gouverne par le biais de 17 commissions chargées de suivre et de planifier tous les secteurs de

la vie du pays. La réunion hebdomadaire des 17 responsables des commissions constitue l'organe exécutif du parti, dont les décisions sont transmises aux différents ministères pour être mises à exécution. Tous les ministres étant aussi membres du C.C., c'est le « plenum » du comité central (prévu une fois tous les trois mois) qui permet le débat entre le pouvoir politique et le pouvoir administratif.

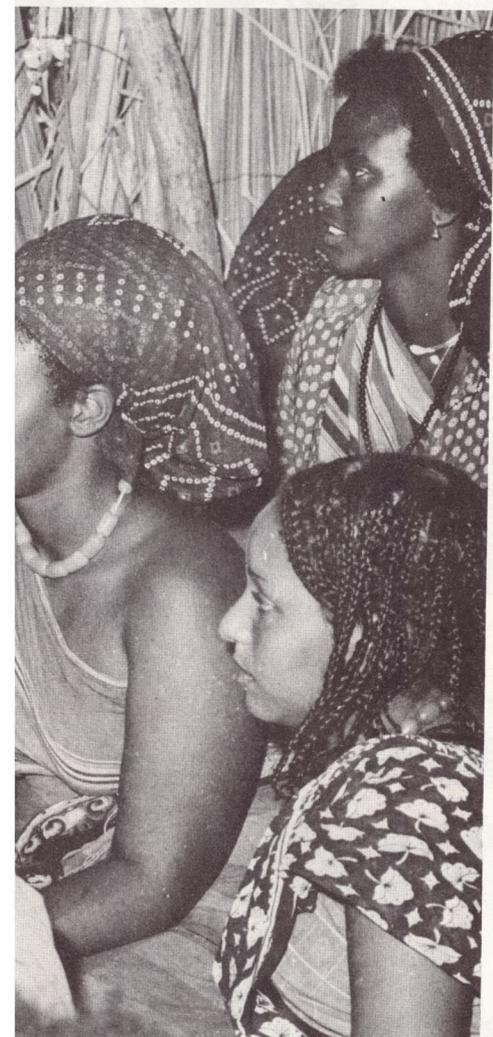
« On est en train de passer de la phase du spontanéisme à celle de l'organisation, nous dit encore Ibrahim Meygag. Le travail n'est pas achevé en ce qui concerne les institutions, car le prochain congrès doit approuver une nouvelle Constitution et définir toutes les instances de l'Etat socialiste. Mais, maintenant, le pouvoir révolutionnaire est installé, il a tous les instruments pour éliminer les mille contradictions, grandes et petites, qu'on ne savait pas trop bien comment résoudre jusqu'à aujourd'hui. Planification et discipline vont normaliser beaucoup de choses.

— Voilà pour le centre. Mais le parti, existe-t-il aussi à la périphérie ?

— C'est justement le travail que nous avons mené entre juillet et septembre : l'édification du parti à l'échelle nationale. Il faut l'admettre, nous restons pauvres en cadres. Nous avons créé sans trop de difficultés les instances du parti à l'échelle de la région (la dissolution du C.R.S. a produit automatiquement celle des Conseils révolutionnaires au niveau de la région) mais il a fallu choisir et admettre dans le parti de nouveaux membres pour que le congrès dans chaque district ait une vraie représentativité. Pendant tout ce temps tous les membres du Comité central ont fait la navette entre la capitale et les régions pour organiser et diriger le travail.

— Une question délicate. Les cinq membres du Bureau politique — Mohamed Siad Barre, Mohamed Ali Samantar, Ismail Ali Aboukar, Hussein Kulmie Afrah, Ahmed Suleyman — étaient, avant, les hommes de pointe du C.R.S. On pourrait donc dire que les militaires gardent une position privilégiée ?...

— Tout d'abord, les statuts ne fixent pas de nombre pour le Bureau politique, cela pourrait donc changer au prochain congrès. Il ne faut pas, d'ailleurs, oublier que la naissance du parti ne marque pas un renversement du régime, mais plutôt une évolution. Les cinq hommes en question représentent la continuité entre le passé et l'avenir. Une preuve ? Les anciens membres du C.R.S. n'ont aucun privilège par rapport aux autres membres du Comité central ou du gouvernement. Ils sont des cadres du parti et ils répondent devant le parti comme les autres camarades. » □





**DE L'OCEAN DES DUNES  
AUX VAGUES DE LA MER...**

Giuliani



*La grande épopée des nomades  
devenus pêcheurs et paysans, et qui changent  
la vie en changeant de « planète ».*

● Il y a deux ans encore, les gens de la brousse l'appelaient *Gheldabo*, chasseur de chameaux. Maintenant, les pêcheurs de Brava l'appellent *Mallaidabo*, chasseur de poissons. De son vrai nom Hassan, il a 46 ans. Quarante-quatre parmi les sables du Thoug Dhere, un ex-fleuve du Nord, dont il ne reste que quelques puits pour abreuver le bétail, et les deux dernières années sur d'autres sables, à Brava, face à l'océan Indien.

Son histoire est celle d'un des 120 000 Somaliens qui, après la tragédie de la sécheresse, ont « changé de planète » quittant la vie de berger nomade pour celle de paysan ou de pêcheur.

« Pendant toute ma vie j'ai été mon propre gouvernement. J'avais cent chameaux, cent têtes de bovins, six cents chèvres et brebis, six femmes, dix enfants, un fusil et cent cartouches. Les villes, on m'en avait parlé parfois. Etat et gouvernement, je n'avais jamais très bien compris de quoi il s'agissait.

« Il y a quatre ans, les pluies cessèrent. Les pâturages se desséchèrent, les puits s'épuisèrent, mes animaux commencèrent à tomber l'un après l'autre. On commença à marcher comme des fous, moi, ma famille et les deux étudiants de l'« Ollolaha » (1) qui vivaient avec nous. Plus de quoi manger. Il nous restait la peau et les os. Des morts partout. Il fallut vendre le fusil. Quand nous rencontrâmes le premier convoi de secours, la décision fut prise immédiatement et nous nous retrouvâmes dans le camp de Beer avec 33 000 malheureux comme nous.

« Les choses changèrent très vite. On nous soigna, on nous donna à manger à notre faim. Les enfants, sauf une fillette qui mourut, allaient à l'école du camp.

(1) Grand mouvement d'alphabétisation et de recensement effectué dans les campagnes par les étudiants.

On nous expliqua qu'il n'y avait plus d'espoir de recommencer notre vie d'antan. Il fallait tout changer. »

Ils sont 6 605 comme Hassan qui sont tous arrivés, en détresse, au mois d'août 1975 pour s'établir autour d'une des villes parmi les plus anciennes de Somalie (Brava fut bombardée par la marine portugaise dès le XVI<sup>e</sup> siècle) et dont la population habituelle comptait à peine dix mille personnes. Au bout d'une semaine, ils avaient dressé leurs *akal*, les tentes nomades, alignées en deux quartiers. Tout avait été prévu pour les accueillir et les préparer à un changement de vie radical.

Un an après, la mutation est déjà accomplie. Il reste encore 194 fonctionnaires d'Etat pour assurer l'administration et les services à cette communauté qui vit en régime de collectivisme à côté de l'ancienne ville.

Une trentaine de pêcheurs professionnels de Brava — devenus instructeurs au service de l'Etat — ont déjà formé 1 266 hommes capables de nager et participer aux activités de la pêche. Cinq cents des hommes sont devenus maçons ou menuisiers et construisent des maisons en dur. Deux cents sont devenus des mécaniciens qui s'occupent de l'entretien de la flottille. Femmes et hommes âgés assurent la main-d'œuvre à la conserverie où l'on coupe et sale le poisson (que l'Etat achète et vend à l'étranger). La communauté est dotée d'un centre d'élevage de volailles où travaillent 45 « immigrés ».

Mohamed Omar est le chef de l'équipe de pêcheurs de Brava qui garantit la formation et l'assistance des anciens bergers. Il avoue que la population de la ville avait assisté avec beaucoup de perplexité et même d'anxiété à l'« invasion » d'août 1975.

Il y a eu, certes, un bouleversement, mais personne, aujourd'hui, ne s'en plaint.

« Jusqu'à l'avènement du régime révolutionnaire, raconte Omar, on risquait tous les jours notre vie sur des barques minuscules qui appartenaient à des commerçants de la ville. On partageait le prix de vente du poisson. Le nouveau régime nous donna les bateaux, l'argent et l'assistance pour faire démarrer une coopérative. Cela marchait déjà bien, mais maintenant les perspectives sont énormes, car les « privilèges » que le gouvernement réserve aux nomades en voie de sédentarisation retombent sur notre ville qui va bientôt devenir le centre de pêche le plus important du pays.

« Il n'a pas été facile de faire concilier les nomades avec l'océan, mais ces gens ont un courage et un orgueil exceptionnels. Chaque équipage de dix hommes n'a plus besoin que d'un instructeur. Il faut les voir aux prises avec les poissons les plus difficiles à capturer. On dirait que lutter contre les requins équivaut pour eux à la lutte légendaire du berger contre le lion. Grâce aux moyens techniques et humains dont nous disposons nous allons bientôt créer des bases pour la pêche le long de la côte, pour des équipages qui resteront plusieurs jours en mer. »

La plage et la petite baie de Brava s'animent dès l'aube. Les équipages des treize bateaux soviétiques ancrés près des écueils traversent la ville endormie et se rassemblent au bord de l'eau. Dès que l'instructeur, un pêcheur de Brava, a regroupé ses dix hommes, le groupe plonge sans hésitation et lutte pendant quelques minutes contre les vagues sou-

levées par la mousson (c'est la saison du « petit tanga-bili », le vent des petites pluies) avant d'atteindre leur barque.

L'un après l'autre, les treize moteurs ronronnent et les bateaux glissent vers l'horizon, contre le soleil. Il est six heures et on ne les reverra qu'en début d'après-midi.

La plage est maintenant occupée par quelques centaines de futurs pêcheurs qui en sont encore à la gymnastique et à l'apprentissage du « crawl ».

### Le règne des femmes

En attendant le retour de la flottille, nous allons visiter les locaux de ce qui deviendra un centre industriel pour la conservation et la transformation des produits de la pêche.

Ici, c'est le règne des femmes. L'histoire d'Ibado Jama, devenue ouvrière à Brava après trente ans de nomadisme parmi les montagnes de la région de Nougol, résume les choses mieux que les chiffres.

« Je suis une parmi les dix-huit enfants d'un chamelier nomade et j'ai toujours vécu en marchant. Depuis le mariage, je vivais avec ma famille de 45 personnes. J'ai eu six enfants. Notre village-famille avait 140 chameaux, 300 bovins et 500 chèvres. Les hommes s'occupaient des troupeaux et de la chasse, tandis que nous, les femmes, nous nous occupions de monter et démonter les tentes, préparer la nourriture, fabriquer les outils.

« Le premier gros changement de notre vie fut marqué par l'arrivée dans notre village de huit étudiants-animateurs de l'« Ollolaha ». Ils nous apprirent à lire et à écrire, ils nous préparèrent à

accueillir les services sanitaires et vétérinaires. La sécheresse avait déjà commencé mais ce n'était pas encore le désastre.

« Mais la troisième année sans pluie nous mit à genoux. Les troupeaux disparurent et nous eûmes sept morts, mon mari et six enfants du village, avant d'être amenés au camp d'Horgoble. »

Avec ses 2 220 enfants qui vont à l'école — et sa population adulte alphabétisée au cours de l'« Ollolaha » — la communauté des six mille anciens nomades de Brava (comme les autres) est à l'avant-garde par rapport au reste du pays. Quant aux relations avec la population de la ville, il suffira de dire que nous avons quitté la dune couleur orangée de Brava au moment où se célébraient trois mariages « mixtes ».

Une heure de piste vers l'ouest et nous nous retrouvons dans le bassin verdoyant du Shebeli, l'un des deux fleuves du Sud somalien. A ce niveau, c'est-à-dire à celui de Brava, la région administrative du Bas-Shebeli est aussi fertile que vierge, et quand la brousse se transforme soudainement en une étendue de terre défrichée, on ne peut pas se tromper, on entre dans un district qui n'existe que depuis quinze mois, celui de Sablaale.

La date de naissance de Sablaale est celle du 26 juillet 1975, quand le premier camion de nomades candidats à la sédentarisation vint s'arrêter sur la grande esplanade encore vide où il n'y avait que les hommes et les machines venus de Mogadiscio pour préparer les structures d'accueil. Au bout d'une semaine, le premier août, les habitants de Sablaale étaient déjà 30 000. Une ville moyenne nouvelle était surgie sur la carte de la

#### VILLES NOUVELLES ET INSTALLATIONS

#### GROUPES D'AGE

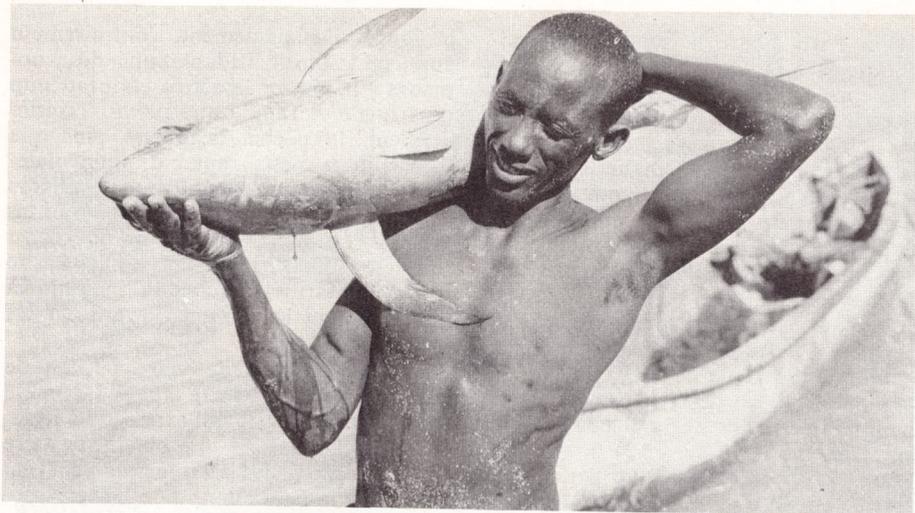
#### TOTAL

	0 à 6 ans			7 à 14 ans			15 à 50 ans			50 et plus				
	M	F	TOTAL	M	F	TOTAL	M	F	TOTAL	M	F	TOTAL		
AGRICULTURE	1. Doujouma	1 700	1 880	3 580	10 331	10 600	20 731	9 034	9 500	18 534	1 200	1 354	2 554	45 599
	2. Sablaale	2 920	3 000	5 920	4 516	4 260	8 776	3 751	3 751	7 697	2 050	2 517	4 567	26 960
	3. Golweyb	2	1	3	n.	n.	10	n.	n.	149			15	177
	4. Kurtoun Waray	1 698	1 459	3 157	6 062	4 074	10 766	4 739	5 043	9 782	700	633	1 363	25 068
	TOTAL	6 320	6 340	12 660	20 909	19 564	40 483	17 719	18 294	36 162	3 950	4 504	8 499	97 804
PECHE	5. Brava	600	773	1 373	1 389	761	2 150	1 330	1 374	2 704	172	179	351	6 578
	6. Eil	157	134	291	836	550	1 386	550	638	1 188	68	106	174	3 036
	7. Adale	n.	n.	429	n.	n.	1 740	n.	n.	1 643	n.	n.	722	4 534
	TOTAL	757	907	2 093	2 225	1 311	5 276	1 880	2 012	5 535	240	285	1 247	14 148
TOTAL GENERAL	7 077	7 247	14 753	23 134	20 875	45 759	19 599	20 306	41 697	4 190	4 819	9 746	111 952	

Coût quotidien de 3 shillings par personne approximativement.

Détail du coût quotidien par établissement : Doujouma : 136 797 sh ; Sablaale : 80 880 sh ; Kurtoun Waray : 75 204 sh ; Golweyb (hôpital) : 531 sh ; Brava : 19 734 sh ; Eil : 9 108 sh ; Adale : 13 602 sh. Total : 335 856 sh.

n = non publié.



UNE MER PARTICULIÈREMENT POISSONNEUSE.  
Pour les hommes, une vie nouvelle.

Somalie. Arrivés avec tout ce qu'ils avaient pu arracher à la sécheresse — de leur tente jusqu'à quelques chèvres — les nouveaux venus ont organisé leur vie à l'intérieur de quinze « below », quartiers aux structures rigoureusement géométriques. Un comité de quartier, qui régit la vie du « below » (400 familles), se reproduit au niveau du secteur (200 familles), de la zone (100 familles), de la sous-zone (50 familles) jusqu'au noyau (10 familles).

La population de la ville-commune de Sablaale choisit ses représentants et les pousse au sommet de cette pyramide, au sein du conseil de district où les représentants de l'autorité centrale ne sont désormais que des assistants destinés bientôt à se retirer. Il ne reste aujourd'hui, pour 30 000 personnes, que 280 fonctionnaires d'Etat.

Le chemin vers l'autosuffisance a déjà été ouvert.

### « Ils ont été très malins... »

Devenus paysans à la fin de 1975, les anciens nomades ont réalisé deux cueillettes — en janvier et juillet 1976 — sur 400 hectares (3 000 sont déjà défrichés) semés en maïs, haricots, sésame. Les 380 têtes de bovins dont la commune disposait au début sont devenues plus de 500 tandis que le centre d'élevage de volaille est en train d'atteindre les 4 000 têtes.

L'ancien berger Scek Nour, 37 ans, né et grandi dans la région centrale de Galgadoud — le Texas somalien — est devenu non seulement un paysan mais aussi le leader politique de son quartier. Après avoir écouté comment sa famille-village avait échappé à la sécheresse, nous lui demandons de nous raconter quand et comment le gouvernement révolutionnaire a proposé à une partie de la population nomade de briser tous les

tabous et de changer d'existence.

« Ils ont été très malins, sourit Scek Nour, car ils ont su gagner notre confiance. Les étudiants qui vivaient chez nous durant l'« Ollolaha » nous avaient déjà parlé des avantages de la vie sédentarisée, organisée, planifiée. Mais ce n'étaient que des mots. Pour moi comme pour les autres je crois que le choc positif fut l'accueil qu'on nous réserva dans les camps des réfugiés. Le fait de se trouver soudainement parmi des dizaines de milliers d'inconnus nous faisait peur, bien que nous sortions de l'enfer, accablés par la faim et les maladies. Il nous fallut quelques jours pour comprendre. Après on se sentit très soulagé et on réalisa que nous avions un nouveau père, le « dawladda », l'Etat.

« Cette histoire de changer notre vie, on commença ensuite à en parler au bout de trois mois. A différents échelons. Les cadres du Bureau politique, le futur parti, en parlaient très discrètement dans les meetings dits d'orientation politique de masse, face à mille ou deux mille personnes. D'autres suscitaient la discussion au niveau du « hubin », le noyau administratif composé de dix familles. En même temps, on appelait individuellement ceux d'entre nous qui avaient assumé des responsabilités dans l'autogestion de la vie du camp pour que nous aussi nous tâtions le terrain. La proposition concernait surtout ceux qui avaient tout perdu.

« La discussion se poursuivit au niveau de chaque famille. On finissait par constater que même la vie du camp — moi j'étais dans celui d'El Bour — était mieux que notre vie d'antan. Bref, le terrain était favorable et l'on distribuait les fiches pour savoir qui choisissait l'agriculture et qui la pêche.

— Mais il y avait quand même des réserves, une opposition... Personne ne se déclara contre ?

— Si, surtout contre la pêche, car pour les nomades le poisson c'est pire que le porc. Il y avait une opposition, mais pas à l'intérieur de chaque famille. Il y avait plutôt de vrais contre-propagandistes qui nous remplissaient la tête de cauchemars. Par exemple, au moment où l'on nous dit qu'on allait dans les terres nouvelles en avion. « Vous êtes fous, chuchotaient les réactionnaires, on vous embarque dans les avions pour vous en balancer une fois sur la mer, ou on vous vendra comme des esclaves. » Ils ont failli semer la panique. Mais les gens réagissaient en se disant : « S'ils voulaient nous tuer ils n'avaient qu'à nous abandonner dans la brousse sans eau. S'ils voulaient nous vendre ils ne nous auraient pas donné la liberté et le bien-être des camps. » Bref, ceux qui avaient choisi de partir s'en allèrent dans les avions. »

Une dernière question à Scek Nour : le passage de la vie du clan à celle de la ville produit-il des traumatismes, des regrets ?

« Moi, dit-il, je suis un exemple du contraire. Avant la sécheresse ma famille comptait 46 personnes. Les quarante qui restent sont toutes ici, autour de moi. Le lien reste, mais au lieu de prendre les décisions ou les responsabilités au niveau du chef de famille, ce qui ne sert pas à grand-chose pour résoudre les problèmes, c'est comme si nous vivions dans une famille plus grande et plus forte. Et il faut considérer que notre vie quotidienne est de loin moins pénible qu'avant. Il suffit de dire que le regret le plus répandu chez nous tous c'est le lait de chamelle, l'anaghel. »

### En remontant le Shebeli

Hussein Ahmed Yussuf, fonctionnaire du ministère de l'Education, se considère, lui, comme un citoyen — quoique provisoire — de Sablaale. Il y est arrivé avant même les nomades pour organiser le secteur de l'éducation. « Ici l'analphabétisme ne concerne que la population en dessous de l'âge de 4 ans et au-delà de 50-55 ans », nous dit-il. Et il ajoute : « Nous avons 10 940 élèves qui suivent les deux premières années d'école primaire. Parmi les instituteurs, nous en avons 136 qui ont commencé à lire et écrire avec l'« Ollolaha » et ont continué après. Bref, à Sablaale comme dans les autres centres de sédentarisation, le « droit d'étudier » a été conquis par la population tout entière. Entendons-nous, les structures dont nous disposons sont loin d'être idéales. Elles rappellent plutôt les écoles que le Frelimo, le M.P.L.A. et le P.A.I.G.C. avaient ouvertes dans le maquis. Mais nous aussi nous

menons notre lutte de libération... »

Sherifa Musallim, jeune gynécologue formée en Union soviétique, est le seul docteur de Sablaale. A sa disposition trois hôpitaux ambulants fonctionnent avec une quinzaine d'infirmiers professionnels et 225 assistants sanitaires, dont la majorité a été recrutée et formée pendant l'« Ollolaha ».

« La situation est loin d'être idéale, explique Sherifa. Il faut se débrouiller avec nos forces. Si ça tient c'est grâce à la conscience sanitaire très élevée des nomades, résultat de toutes les campagnes sanitaires des années passées. Comme ici nous sommes à côté du fleuve, il faut se battre contre les maladies tropicales, surtout au niveau de la prévention. Mais l'organisation et la discipline de la commune rendent tout plus facile. »

En remontant le cours du Shebeli vers le nord, à 140 km au sud de Mogadiscio, nous trouvons Kurtoun Waray, ville-commune jumelle de Sablaale. Il s'agit de 25 277 personnes arrivées ici en juillet 1975, réparties en treize quartiers et dont la vie quotidienne est administrée par un comité de 24 membres responsable de onze ministères. Saïd Oumar Hashi, fonctionnaire qui préside le gouvernement provisoire du lieu (ici aussi, ce sera bientôt l'autogestion), nous parle de Kurtoun Waray.

« Ce qu'il y a de particulier chez nous c'est la composition de la population, car il s'agit du brassage de gens provenant des huit régions frappées par la sécheresse. Tout s'est bien passé et pour la première fois nous avons un district tout entier où il n'existe plus la moindre trace de régionalisme. Nous marchons vers l'autosuffisance et le nombre de fonctionnaires d'Etat encore présents — 316 — va diminuer dans les mois à venir. On cultive déjà deux mille des 18 000 ha prévus par notre plan. »

Question délicate : est-il vrai qu'il y a eu des gens qui se sont enfuis ?

« Au début, oui. Mais beaucoup d'entre eux sont rentrés à la base. Nous assistons maintenant à un autre phénomène. Celui d'amis et parents de nos gens qui voudraient venir s'installer dans la commune. Malheureusement, on ne peut pas les accueillir. Un chiffre vous intéressera. Depuis la naissance de Kurtoun Waray il y a 815 nouveau-nés, les enfants de la sédentarisation. »

Pour avoir un tableau d'ensemble des problèmes et des perspectives posés par les six centres de sédentarisation, nous sommes allés voir à Mogadiscio M. Ahmer Abdoulléoungale, directeur de la « Settlement Development Agency » (S.D.A.), service spécialement créé pour cordonner toutes les activités liées à la sédentarisation et commencer à en étudier tout prolongement possible dans l'avenir. Une commission du comité cen-

tral du Parti assure la supervision politique de la S.D.A.

Le projet tout entier, rappelle-t-on d'abord, est en dehors du plan quinquennal 1974/78. Depuis l'éclatement de la grande sécheresse, la Somalie a fait appel à l'aide internationale, qui est loin d'être suffisante mais qui, conjuguée à la philosophie de l'auto-assistance, a quand même permis de transformer une tragédie nationale en une des pages les plus audacieuses de l'histoire des nomades en voie de sédentarisation.

Du point de vue financier, l'agriculture (Sablaale, Kurtoun Waray et Doujouma) est séparée de la pêche (Brava, Eil, Adale).

Les sources de financement pour l'agriculture sont jusqu'à maintenant au nombre de quatre :

— l'A.I.D. (Agence internationale de développement) : 8 millions de dollars destinés à la mise en valeur de 15 000 hectares (irrigation par la pluie) ;

— le Fonds arabe pour le développement social et économique : 22,4 millions de dollars pour la culture de 15 000 ha (irrigation artificielle) ;

— la Banque africaine de développement : 5,5 millions d'unités de compte pour la création d'un hôpital à Doujouma ;

— la C.E.E. : 3,4 millions d'unités de compte pour des écoles et des travaux d'infrastructure.

Si l'on considère que le gouvernement somalien prévoit, dans le cadre de la sédentarisation agricole, la mise en valeur de 66 000 hectares (soit une dépense de l'ordre de 200 millions de dollars pour la période 1975-1983), on s'aperçoit que l'avenir pourrait se montrer difficile. « On risque de ralentir le démarrage du projet, de voir nos communes atteindre l'autosuffisance dans un délai plus long que prévu. Mais il n'est pas question de renoncer à notre défi. »

Les conséquences pratiques de ce manque de financement constituent pour l'instant une limitation de la quantité d'hectares mis en valeur et un certain retard dans la construction des habitations qui doivent remplacer huttes et cabanes des anciens nomades. Le manque chronique de cadres qualifiés est contrebalancé par l'entraînement intensif au fur et à mesure que le programme avance.

Au bout de quatorze mois, la sédentarisation elle-même (agriculture et pêche) avait créé : 2 970 techniciens de l'agriculture, 670 « ouvriers qualifiés » de la pêche, 912 maçons, 1 010 assistants sanitaires, 248 assistants vétérinaires, 397 instituteurs (alphabétiseurs), 150 chauffeurs et 109 techniciens de l'électricité.

Le côté pêche du projet permet un certain optimisme. D'abord, l'Union soviétique — et maintenant la Suède — ont pratiquement signé un chèque en blanc, c'est-à-dire un plan d'assistance

prolongé. Deuxièmement, contrairement aux prévisions, l'adaptation des nomades à la vie sur la côte a été beaucoup plus facile et rapide que prévu. Troisièmement, la pêche, beaucoup plus que l'agriculture, est rentable immédiatement. Les côtes somaliennes d'ailleurs — selon l'opinion des experts des Nations unies — ont des ressources pratiquement illimitées. Et le ministère de la Pêche et de la Marine marchande achète déjà régulièrement le poisson capturé par les anciens bergers.

Il serait erroné de voir ce plan de sédentarisation, démarré en 1975, comme un épisode isolé dans l'expérience socialiste somalienne. Car le problème de faire entrer les nomades à l'intérieur de l'Etat et de les intégrer dans une société moderne, organisée, finalement à l'abri des caprices de la nature et de l'exploitation humaine, ce problème est à l'ordre du jour depuis sept ans.

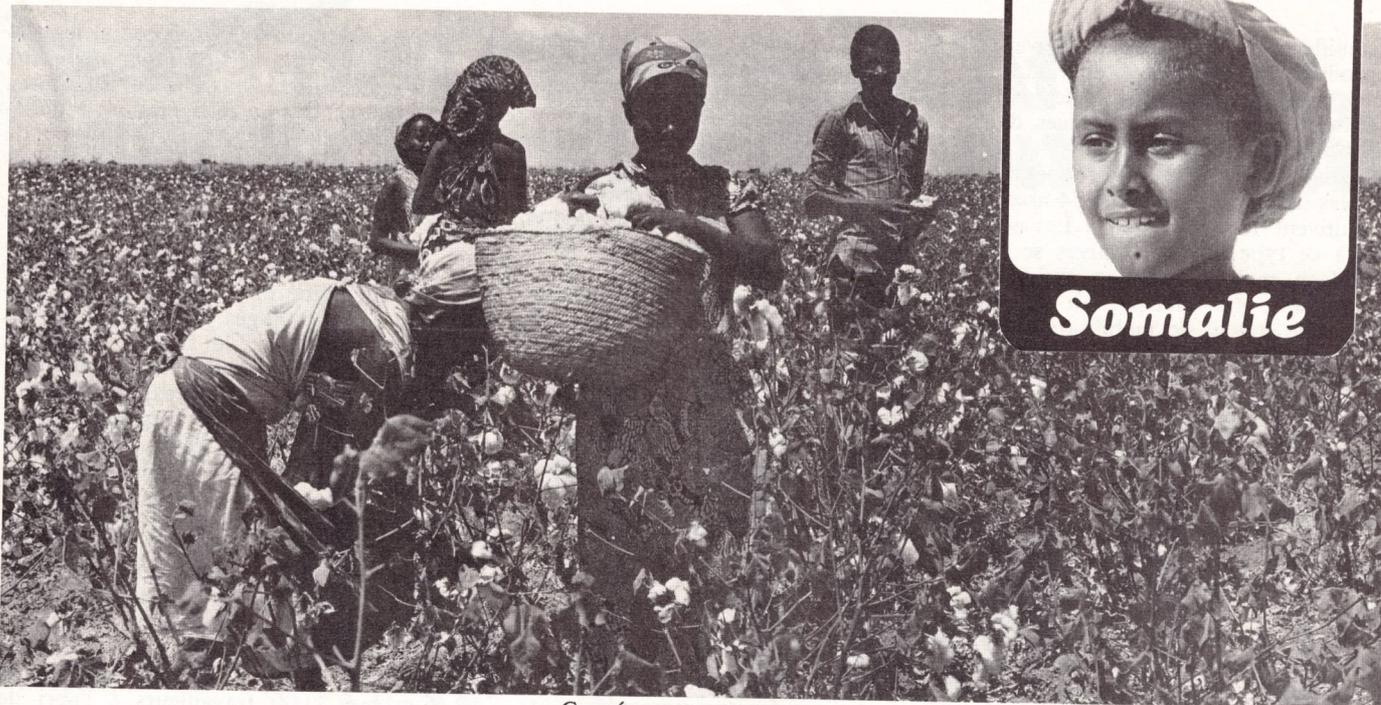
### La voie tracée

La seule tentative d'une certaine envergure conduite à partir de 1970 avec beaucoup de prudence (car les implications économiques et sociales dans ce domaine sont énormes) c'est le « crash-programme ». Nous en avons déjà parlé à nos lecteurs. Il s'agit d'un ensemble de dix fermes agricoles d'Etat qui recyclent une partie de la population nomade. Aujourd'hui, le « crash-programme » dans son ensemble donne du travail salarié à huit mille paysans et forme 3 500 volontaires (anciens nomades qui entrent volontairement dans les fermes, soit pour y rester, soit pour en sortir avec une formation professionnelle). Au cours de ces six ans 4 000 travailleurs du « crash-programme » se sont transformés en paysans indépendants, et le plus souvent sont entrés dans des coopératives.

Deux mille Somaliens ont quitté le « crash-programme » avec une qualification qui leur a fait trouver un emploi dans l'administration publique.

Tout l'avenir économique de la Somalie dépend de la récupération de la population nomade (les deux tiers du total) car l'élevage — activité traditionnelle des nomades — peut garder sa productivité avec beaucoup moins de bras, tandis que l'agriculture, la pêche et, demain, l'industrie ont besoin d'hommes.

Maintenant que la voie est tracée, que la sédentarisation n'apparaît plus comme une dangereuse aventure, on revient à la maladie chronique des pays en voie de développement, leur pauvreté. Le président Siad Barre le dit dans l'interview que nous publions dans ce même numéro : « Désormais nous savons à quoi nous en tenir, mais nous dépendons trop de l'argent. Voilà l'obstacle majeur. » □



COOPÉRATEURS AGRICOLES.  
Quand les villages sont convaincus.

COOPERATIVES

# PLUS D'ESCLAVES DE L'ENCENS NI DE FORÇATS DE LA PIERRE

*A une situation originale il fallait trouver des solutions nouvelles.*

● Ennemie des dogmes, la voie somalienne au socialisme ressemble plutôt à un laboratoire où l'on vise deux buts : atteindre les bases matérielles pour une transformation socialiste et (par la suite) amorcer le processus d'édification socialiste. Dans le monde contemporain où plus de la moitié de l'humanité est déjà engagée dans cette recherche, ce ne sont pas les sources d'inspiration qui manquaient, soit en termes de modèles pratiques, soit en termes d'analyses théoriques. Et pourtant, les dirigeants somaliens sont convaincus que la réalité de leur pays échappant à toute comparaison, ce n'est pas à telle ou telle orthodoxie qu'il faut faire appel. Il n'y a que les principes qui soient universels. Quant aux problèmes concrets, chacun doit trouver une solution à soi.

Le pragmatisme et la souplesse qui

règnent dans cette société-laboratoire suscitent parfois l'étonnement. Car on se trouve face à des solutions d'avant-garde, presque des « fuites en avant » (comme les fermes d'Etat du « crash-programme (1) » ou les grandes communes nouvellement créées avec la sédentarisation des nomades). Mais on y trouve aussi des « zones d'ombre », des enclaves de la société dans lesquelles il a été décidé de ne pas trop pousser les changements.

Un jeune ministre nous explique en effet : « Nous avons appris que les beaux projets, à eux seuls, ne suffisent pas à améliorer le monde. Avant de démarrer un processus qui bouleverse la situation existante, il faut être sûr que deux conditions soient remplies : que les gens concernés soient d'accord (car on ne peut

(1) « Crash-programme » : programme d'urgence pour un développement accéléré de l'agriculture.

rendre heureux quelqu'un contre sa volonté) et que l'Etat dispose des moyens nécessaires à garantir la mise en application du projet. »

Appliquée d'abord à l'agriculture, à partir de 1973, cette promotion d'un passage par étapes de l'individualisme à la production collective est implantée aujourd'hui dans des secteurs aussi différents que la pêche, l'artisanat, les aromates (encens), les mines.

Le parti a chargé une des dix-sept commissions du comité central d'étudier et de superviser le développement de ce mouvement coopératif. C'est avec le juriste qui préside cette commission, Warsama Abdoullahi, que nous avons suivi la route de la coopération en Somalie.

L'agriculture d'abord, où la naissance des coopératives a mis fin à des formes d'exploitation nées au début du siècle avec la colonisation italienne.

Dans une première phase on se borna à la création de coopératives de services. Chacun garda son lopin de terre, mais c'est la coopérative qui s'occupait de

la planification, de stocker et de vendre les produits, d'acheter et de distribuer les semences et les fertilisants, de garantir à tout le monde les avantages de la mécanisation.

Il existe aujourd'hui 31 coopératives agricoles de ce genre, avec 9 054 associés qui cultivent 13 415 hectares. Les adhésions à ce type de coopératives se font par village, mais à condition que le village qui se porte candidat ait été préparé par le travail de mobilisation politique, d'alphabétisation, de formation de cadres techniques et administratifs.

La seconde phase a été celle des coopératives de production, créées sur des étendues de terre délivrées de toute sorte de régime foncier, confiées par l'Etat à la communauté tout entière.

L'adhésion à ces unités de production étant individuelle, elles sont en général plus petites. Les six coopératives de production qui existent, avec 7 523 associés, cultivent 125 500 hectares.

Une place de plus en plus importante dans l'exportation somalienne est celle de l'encens et autres aromates qu'on extrait de l'écorce d'arbres qui pous-

sent naturellement dans les régions du Nord et notamment celles de Baari et Sanaag. La demande de ces produits, qui alimentent l'industrie des parfums, est inépuisable.

Jusqu'à ces dernières années une poignée de chefs coutumiers, en liaison avec les grands commerçants des villes, s'enrichissait grâce au travail très dur et très dangereux de milliers de gens qui grimpaient comme des chèvres sur les rochers où les arbres à encens aiment pousser. Tout ce que l'on donnait aux « chasseurs d'encens » — pendant une saison de six à neuf mois — c'était la nourriture. Pas de salaire.

L'abrogation de la propriété tribale de de la terre a mis fin à ce monopole des chefs traditionnels. Cinq coopératives, regroupant 5 000 « esclaves de l'encens », ont été constituées. Ils sont devenus des travailleurs comme les autres, disposant de tous les services sociaux et qui reçoivent un juste revenu. C'est l'Etat qui s'occupe d'acheter et vendre le produit, ce qui met les producteurs à l'abri des spéculations des commerçants.

La dépendance totale du producteur par rapport au spéculateur nous la retrouvons encore dans la pêche d'avant la révolution. Le pêcheur devait d'abord partager le résultat de son travail avec le propriétaire du bateau. Ce qui lui restait, il devait le céder à n'importe quel prix au commerçant qui disposait d'un moyen de transport pour atteindre la ville. Autrement, il n'avait plus qu'à rejeter le tout à la mer, sauf le requin qu'on peut saler et conserver.

Depuis que l'Etat a créé les coopé-

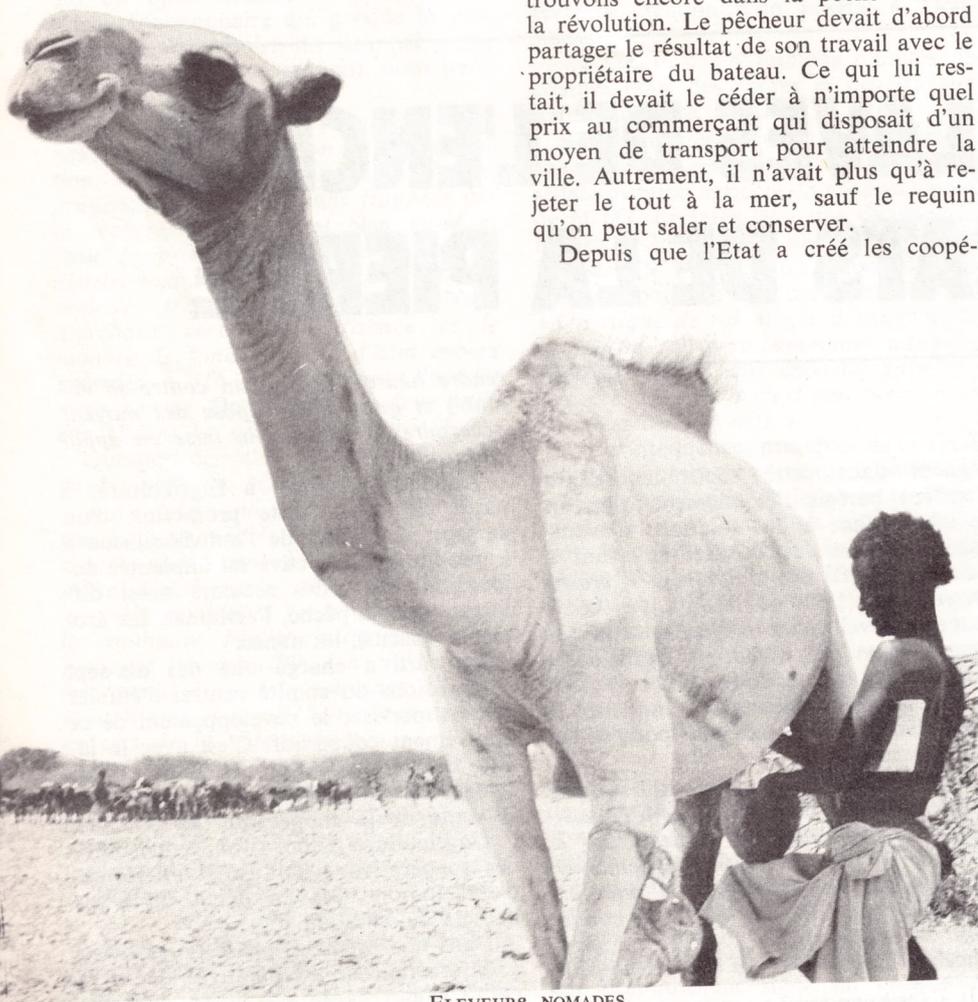
ratives (21 pour 2 000 pêcheurs) les travailleurs de la mer disposent de leurs bateaux, de leurs moyens de transports, de leurs centres de réfrigération. Maintenant, avec le plan d'industrialisation de la pêche prévu dans le cadre de la sédentarisation des nomades, les perspectives des pêcheurs professionnels sont devenues sans limites.

Un régime de quasi-esclavage a longuement régné dans le secteur de l'artisanat. Les préjugés des traditions (les nomades confiant le travail manuel à des castes « inférieures ») avaient permis d'organiser une surexploitation sur le dos des menuisiers, forgerons, fabricants de chaussures, tissus, objets d'art, parfums, etc. C'était un phénomène citadin. A Mogadiscio comme à Hargheisa, à Kisimayo comme à Burao, il existait des entrepreneurs autant rapaces que petits qui, en disposant des moyens de production, payaient quelques sous un travail de quatorze heures à de véritables ouvriers spécialisés.

Les 14 coopératives qui ont mis aujourd'hui 3 000 travailleurs à l'abri de l'exploitation sont le résultat d'une lutte très dure. Souvent, le pouvoir révolutionnaire a dû faire face au boycottage des milieux d'affaires qui voyaient leurs anciens esclaves s'affranchir.

C'est plus ou moins sur les mêmes bases qu'on exploitait jadis les carriers de pierre ou de sable, activité qui avait pris de l'ampleur avec le développement de l'industrie du bâtiment. On décida donc de soustraire le secteur tout entier à la bourgeoisie compradore. Six coopératives de construction permettent à 5 000 travailleurs d'offrir, non seulement les matériaux pour la construction, mais aussi des travaux. Le « forçat de la pierre » et le maçon spécialisé se sont libérés ensemble de leurs patrons.

« Il nous reste deux secteurs dans lesquels la coopération n'arrive pas à décoller », avoue Warsama. « Ce sont le commerce et l'élevage. Les raisons sont évidemment différentes. Chez les uns, l'obstacle, c'est l'attachement au profit, à la spéculation. Chez les nomades, ce sont les traditions séculaires. Il a fallu la sécheresse pour briser ces carcans. Dans des conditions normales il nous aurait fallu des années rien que pour acquérir la confiance des nomades. Mais on leur a donné des puits, on a aboli les frontières tribales, on a vacciné leur bétail, on les a convaincus d'utiliser les « pâturages-parkings » où ils peuvent faire reposer leurs troupeaux en marche vers les centres de vente. Avant, il leur arrivait de devoir tout vendre en route, par crainte de voir les troupeaux décimés. Mais nous ne sommes pas encore parvenus à convaincre au moins deux éleveurs de fusionner leur patrimoine, de faire de deux familles-villages une seule communauté. Ça viendra avec le temps. »



ELEVEURS NOMADES.  
Le poids des traditions.